



Communiqué de la Fédération CGT des Services publics
et de l'Union départementale CGT de la Moselle

Les idées du Front national n'ont pas leur place dans la CGT

Ces dernières semaines, le secrétaire général du syndicat CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange (Moselle) a fait connaître publiquement sa récente adhésion au Front national et sa candidature sous cette étiquette aux prochaines élections cantonales. Dans une interview publiée sur un site Internet, dans laquelle il se prévaut de son appartenance à la CGT, il défend les thèses du FN sur la préférence nationale, sur l'immigration comme cause du chômage, et contre la régularisation des sans-papiers.

Pour nos organisations, cette situation est intolérable à double titre : d'une part, parce qu'un militant CGT se fait ainsi le propagandiste de thèses contraires aux valeurs fondamentales et aux orientations de notre organisation ; d'autre part, parce que sa démarche constitue une tentative d'instrumentalisation de la CGT à des fins politiques.

Réunis le 15 février dernier à l'initiative de l'UD CGT 57 et de la Coordination syndicale départementale des Services publics, 26 adhérents du syndicat de Nilvange ont dans leur majorité refusé de désavouer leur secrétaire général.

En conséquence, et en concertation avec l'UD CGT 57, la commission exécutive de la Fédération CGT des Services publics, réunie le 16 février, a décidé, sur la base des statuts confédéraux et fédéraux, la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange à la Fédération. Cette décision entraîne, dès sa notification au syndicat et à l'employeur, l'arrêt immédiat de toute activité CGT dans la collectivité. La CEF renvoie au Comité national fédéral, qui se tiendra en avril, le soin de statuer sur la situation de ce syndicat et les sanctions définitives à prendre. Celles-ci pourront aller jusqu'à la dissolution dans l'hypothèse où un syndicat ne pourra d'ici là être reconstruit sur des bases conformes aux valeurs et orientations de la CGT, avec les syndiqués qui désapprouvent la dérive actuelle.

Cette situation est l'occasion pour nos organisations d'appeler leurs adhérents à la plus grande vigilance, à la combativité et à l'information des salariés face à une organisation politique prônant le rejet de l'étranger comme exutoire à la détresse sociale et développant des thèses économiques et sociales contraires aux intérêts du salariat. Nos organisations seront particulièrement attentives à toute nouvelle tentative d'instrumentalisation de la CGT par un parti politique qui s'est toujours attaqué au syndicalisme démocratique, comme l'ont encore récemment illustré ses prises de position durant le mouvement de lutte contre la réforme des retraites.

Le 21 février 2011